

"REVOLUTION BOLIVARIENNE", POPULISME ET PRAGMATISME EN AMERIQUE LATINE

■ FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG ■

Les Nations unies sont le théâtre du monde. Leur scène a vu défilier, au fil des décennies, bien des drames, bien des conflits et bien des acteurs. Elle a aussi accueilli quelques tragi-comédies, quelques vedettes paradoxales comme Fidel Castro, et quelques bouffons célèbres : nul n'a oublié la performance, en 1960, d'un Nikita Krouchtchev survolté martelant de sa chaussure le pupitre de l'orateur à l'Assemblée générale, après l'incident de l'avion U2 abattu par la défense aérienne soviétique. Le millésime 2006 restera dans les annales pour l'extraordinaire *show* de M. Chavez, le charismatique président du Venezuela, déversant à la tribune de l'Assemblée générale un torrent d'invectives anti-américaines, et apostrophant violemment, aux applaudissements de l'assistance, le président Bush, qui s'était adressé la veille à l'Assemblée générale. « Le diable était ici hier, s'est exclamé M. Chavez, cette tribune sent encore le soufre. »

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

L'offensive diplomatique de M. Chavez

La venue du président vénézuélien à New York constituait le dernier acte, très soigneusement mis en scène, d'une longue offensive diplomatique commencée au printemps, et qui avait mené M. Chavez aux quatre coins du monde. À la faveur de plusieurs tournées estivales, le président du Venezuela s'est ainsi rendu notamment en Russie puis en Biélorussie, en Iran, au Vietnam, au Mali. Du 22 août au 1^{er} septembre ses pas l'ont conduit à Pékin, où il a conclu un important accord pétrolier avec le président Hu Jintao, à Damas, puis à La Havane, où il a été la vedette du sommet des Non-alignés, qui, poursuivant cinquante ans plus tard l'esprit de Bandoeng, rassemblait un hétéroclite mais bruyant front « anti-impérialiste ». Dans la capitale cubaine, M. Chavez s'est naturellement rendu au chevet d'un Fidel Castro malade et amaigri, qui lui a tenu les mains affectueusement sous l'œil des caméras de la télévision, et l'a proclamé avec émotion son « fils spirituel ». Le flambeau de la révolution castriste passait ainsi avec éclat, devant le public des Non-alignés, des mains du *lider maximo* à celles du chantre de la « révolution bolivarienne ».

Mais le plus spectaculaire était encore à venir : les 17 et 18 septembre, M. Chavez recevait à Caracas, en visite officielle, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, en provenance lui aussi de La Havane. Cette visite était bien évidemment destinée à mettre en valeur la fraternité qui unit les deux présidents, les deux peuples et les deux révolutions face à « l'impérialisme américain ».

Cette fraternité d'armes n'est certes pas nouvelle. À deux reprises déjà, en septembre 2005 et février 2006, le Venezuela s'était uni à la Syrie et à Cuba pour voter contre les résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA dénonçant les manquements de l'Iran à l'esprit du traité de non-prolifération et à la lettre de l'accord de garantie qui en assure la mise en œuvre. La visite du président iranien à Caracas a franchi un échelon supplémentaire. Elle a donné lieu à des déclarations de soutien très ferme de M. Chavez au programme nucléaire iranien, dont le caractère purement pacifique a été souligné, et à la signature d'une trentaine d'accords économiques portant notamment sur la création d'entre-

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

prises mixtes dans le domaine des hydrocarbures et la création d'un fond de deux milliards de dollars destinés à développer les échanges commerciaux entre les deux pays.

Les appels des deux *leaders* de la révolution islamique et de la révolution bolivarienne faisaient aussi écho aux déclarations, du 29 au 31 août, de M. Chavez et du président Bachar al-Assad à Damas, condamnant la politique américaine au Proche-Orient, vitupérant Israël, et rejetant la résolution 1680 du Conseil de sécurité sur le Liban.

Mais la visite de M. Ahmadinejad à Caracas consacrait surtout l'improbable alliance irano-vénézuélienne qui s'est forgée au fil des ans. La visite que M. Chavez avait effectuée à Téhéran en juillet avait ainsi été le quatrième séjour en Iran du président vénézuélien, tandis que celle du président iranien à Caracas faisait suite à trois visites rendues par son prédécesseur, M. Khatami, dans la capitale vénézuélienne. Et c'est pratiquement main dans la main que M. Chavez et M. Ahmadinejad sont arrivés ensemble au siège des Nations unies à New York. Il était impossible de s'afficher avec davantage d'ostentation.

Cette campagne diplomatique intense, poursuivie tout au long de l'été, avait un but immédiat : assurer l'élection du Venezuela à l'un des deux sièges non permanents destinés à l'Amérique latine au Conseil de sécurité. M. Chavez en avait fait l'une des toutes premières priorités de sa diplomatie. Il comptait, grâce au siège convoité, pouvoir poursuivre avec éclat au Conseil de sécurité dans les deux ans qui viennent sa croisière anti-américaine, et installer durablement le Venezuela à la tête du front « anti-impérialiste » qu'il cherche à constituer.

Cette offensive a fait long feu. Dans un premier temps, la diplomatie vénézuélienne a subi un premier revers en ne parvenant pas à rassembler autour de sa candidature le groupe latino-américain. Celui-ci s'est divisé en deux fractions à peu près égales, l'une appuyant le Venezuela (dont la candidature était également soutenue par la Chine et la Russie), l'autre appuyant la candidature du Guatemala, soutenue par les États-Unis et la majorité des pays occidentaux. Les premiers scrutins au sein de l'Assemblée générale ont donc mené à une impasse : dès les premiers tours, la candidature du Venezuela accusait un retard d'une trentaine de

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

voix sur celle du Guatemala, et les scrutins suivants n'ont jamais permis de diminuer cet écart. Il a donc fallu qu'à l'issue d'une trêve de quelques semaines, le groupe latino-américain suscite une candidature de compromis. C'est le Panama qui a ainsi été élu, au 48^e tour de scrutin, membre du Conseil de sécurité pour deux ans à compter du 1^{er} janvier 2007.

Pour Caracas, l'échec est cuisant. La campagne menée personnellement par M. Chavez a en effet doublement fait fiasco. D'une part, elle aura apporté la démonstration que le soutien des non-alignés et anti-impérialistes de tout poil ne suffit pas à vaincre une majorité modérée rassemblée autour des États-Unis, des pays occidentaux et de leurs clients à l'Assemblée générale des Nations unies. D'autre part, elle aura abouti par ses excès mêmes à effaroucher nombre de capitales qui eussent, sans les outrances de M. Chavez, été susceptibles de voter pour le Venezuela : les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont divisés, les pays arabes modérés se sont inquiétés des effusions de M. Chavez avec MM. Ahmadinejad et Bachar al-Assad, les Asiatiques, inquiets de la Corée du Nord, se sont indignés du soutien affiché par le président Chavez au programme nucléaire iranien, et les Occidentaux, y compris les plus tiers-mondistes, n'ont pas apporté leur soutien. M. Chavez, qualifié de « clown tropical » par un ancien secrétaire d'État américain, aura par ses outrances desservi sa propre cause.

Hugo Chavez : un populiste bolivarien

L'élection au Conseil de sécurité ne constituait toutefois que l'une des deux échéances électorales auxquelles faisait face Hugo Chavez en cette fin d'année. La seconde est l'élection présidentielle au Venezuela le 3 décembre, à laquelle se représente M. Chavez pour un mandat de six ans. Sa réélection ne fait aucun doute. Mais la campagne antiaméricaine qu'il mène avec un tel entrain aura eu aussi pour but de mobiliser ses électeurs autour du président sortant. Afin d'entretenir un climat fiévreux, voire obsidional, M. Chavez n'a d'ailleurs pas hésité à armer des milices spéciales levées au cours de ces derniers mois avec 100 000 fusils AK-47, et

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

« Révolution bolivarienne »,
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

à acheter blindés et avions en Russie, afin de pouvoir faire face, dit-il, à une « invasion américaine imminente ».

M. Chavez est solidement installé à la tête du Venezuela depuis son élection comme président à la fin de l'année 1998. C'est en effet le plus légalement du monde que cet ancien putschiste malheureux est parvenu au pouvoir : lieutenant-colonel de parachutistes, il avait, en février 1992, mené contre le gouvernement d'alors un putsch qui avait échoué et l'avait mené en prison pour les deux années qui suivirent. Mais le Venezuela des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix n'avait cessé de suivre une spirale descendante. La corruption, la mauvaise gouvernance, l'impuissance et la pusillanimité des partis politiques, l'incapacité du pouvoir à faire bénéficier l'économie de la manne pétrolière (le Venezuela est le cinquième producteur mondial de pétrole), le fossé croissant des inégalités sociales avaient contribué au fil des années à pousser à l'exaspération et au désespoir les classes défavorisées. Aucun pays d'Amérique du Sud n'a connu dégradation aussi spectaculaire : au fil de ces deux décennies, le PNB du Venezuela avait chuté de 40 %.

C'est en recourant aux armes du populisme le plus classique que le colonel Chavez séduisit alors ses compatriotes. S'adressant à eux par-dessus la tête des partis politiques, misant essentiellement sur son charisme personnel et ses dons d'orateur, recourant aux arguments du nationalisme, et prônant la mainmise de l'État sur les ressources naturelles du pays afin que les revenus bénéficient aux travailleurs vénézuéliens et non au « capital étranger », le nouveau président sut d'autant plus rapidement conquérir la popularité que l'ordre ancien avait fait faillite de lui-même. Depuis son avènement en février 1999, M. Chavez n'a pas cessé de recourir au même langage et aux mêmes armes : il a élaboré des programmes sociaux ambitieux destinés à fournir alimentation, éducation et soins médicaux aux couches les plus défavorisées des populations urbaines, a renégocié les contrats de mise en valeur des ressources en hydrocarbures du pays et accru la pression fiscale sur les sociétés pétrolières, et, pour communiquer directement avec le peuple, inventé la formule de « démocratie participative » qui a tant frappé par sa nouveauté qu'elle est aujourd'hui reprise par une candidate à l'élection présidentielle en France. À Caracas, cette formule se traduit

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

notamment par une émission de télévision hebdomadaire intitulée « *Alo Presidente* », au cours de laquelle, chaque dimanche, M. Chavez s'adresse pendant trois ou quatre heures aux auditeurs.

Ce populisme s'accompagne bien entendu d'une tentative autoritaire. Le président domine totalement le système institutionnel du pays. Le Conseil électoral et l'Assemblée nationale ont été mis en tutelle. La Cour suprême a été élargie et diluée pour faire place aux séides du président. C'est par lui et par lui seul que sont prises les décisions les plus importantes. L'armée est totalement contrôlée et demeure un très solide soutien du régime. Curieusement, la presse reste assez libre et relaye couramment les critiques à l'égard du pouvoir. Si celui-ci n'a pas jugé utile de la museler, c'est qu'il est au fond assez sûr de lui-même et qu'il peut compter sur la totale incapacité de l'opposition pour se maintenir sans contrainte excessive.

La déliquescence des partis d'opposition est en effet telle que ceux-ci se sont révélés incapables de mettre durablement le pouvoir en danger. Ils ont certes failli y parvenir à l'occasion d'une tentative de coup d'État, qui aboutit à déposer pour quelques jours M. Chavez en avril 2002. Mais le président réussit à se rétablir, et ses ennemis échouèrent à exploiter la faille qui s'était manifestée à cette occasion. M. Chavez sortit ensuite vainqueur d'une très longue et dure épreuve de force avec les employés de la compagnie d'État Petroleos de Venezuela (PDVSA), et réussit à la faveur de cette grève, à la fin de l'année 2002, à s'emparer de tous les leviers de contrôle de la société. L'opposition échoua ensuite à rassembler une majorité lors d'un référendum organisé en août 2004 pour répudier le président. Elle n'aboutit qu'à renforcer par cette tentative malheureuse la légitimité de celui-ci.

M. Chavez dispose donc aujourd'hui de tous les pouvoirs, même si ceux-ci tardent à produire des résultats tangibles. L'économie a en effet enregistré une croissance remarquable (18 % en 2004, 9 % en 2005), due très largement à l'accroissement de la consommation mais surtout à la forte augmentation des prix du pétrole au cours de ces dernières années. Mais la pauvreté, qui de l'aveu même de l'Institut national des statistiques vénézuélien avait augmenté de 43 à 54 % durant le premier mandat de M. Chavez, n'a commencé à décliner qu'en 2005, et demeure forte malgré les

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

programmes sociaux lancés par le président. Le désenchantement gagne, et au moment où sont écrites ces lignes, le candidat de l'opposition, M. Rosales, marque des points. Le risque qu'il obtienne un bon score n'est pas négligeable. Aussi de nombreux observateurs prêtent-ils à M. Chavez l'intention, une fois réélu, de modifier la Constitution pour se faire désigner président à vie.

Le populisme est donc la marque principale de ce régime qui, ce faisant, est bien ancré dans une forte tradition latino-américaine. Nombre des caractéristiques de l'ère Chavez rappellent singulièrement le règne de M. Perón en Argentine : « Chavez, souligne ainsi l'ancien ministre mexicain des Affaires étrangères, Jorge Castañeda, c'est Perón plus le pétrole. » Et, de fait, le pétrole est si essentiel à l'économie vénézuélienne comme aux programmes sociaux qui sont la marque du chavisme, et si important en tant qu'instrument de politique étrangère, que le succès ou l'échec de M. Chavez dépendra très largement, en fin de compte, de l'évolution des prix du brut.

Depuis quelques années, ce populisme s'est teinté d'anti-américanisme. L'Hugo Chavez des premières années n'était pas particulièrement antiaméricain. Tout en poursuivant un nationalisme pétrolier rigoureux et en nouant une alliance appelée à devenir de plus en plus étroite avec Fidel Castro, M. Chavez veillait à ménager Washington, que sa rhétorique exaspérait, et qui s'inquiétait de ses menées dans l'hémisphère, mais qu'il veillait à ne pas pousser à bout. Le tournant est venu avec le coup d'État manqué de 2002. Il semble bien aujourd'hui que celui-ci n'ait pas été fomenté à Washington. Mais la diplomatie américaine a été trop prompte à se réjouir bruyamment du renversement, pourtant éphémère, du président vénézuélien, et à développer des relations de complicité avec ses ennemis. C'est ce faux pas qui changea du tout au tout la relation entre M. Chavez et l'Administration Bush. Dès qu'il se fut rétabli au pouvoir, M. Chavez changea entièrement de ton à l'égard de Washington, se lançant dans une bruyante campagne antiaméricaine, recourant à une rhétorique enflammée très semblable à celle de Fidel Castro, et invectivant personnellement à de multiples reprises le président Bush, qualifié selon les jours d'« assassin », d'« ivrogne » ou bien entendu de « fauteur de guerre ». L'antiaméricanisme virulent est devenu aujourd'hui une caractéris-

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

tique majeure du régime. C'est, on l'a vu, un axe dominant de sa politique étrangère, mais aussi un fort instrument de rassemblement à usage interne.

À côté du populisme et de l'antiaméricanisme, le « bolivariisme » constitue le troisième élément du *credo* d'Hugo Chavez. C'est une notion plus floue, mais très rassembleuse, que cette référence permanente au grand *leader* sud-américain, qui échoua à fédérer l'Amérique latine mais parvint à la libérer du joug colonial. Simon Bolivar demeure une icône et incarne un rêve d'unité, de liberté, et de fierté nationale. M. Chavez s'y réfère constamment et en a fait le porte-drapeau de son propre message. Il est, bien entendu, incapable de susciter à lui seul l'unité de l'Amérique latine, et de réussir au XXI^e siècle là où avait échoué son héros au XIX^e. Mais il s'est efforcé de prêcher à travers tout le continent le message bolivarien.

Les ressources fournies par le boom pétrolier lui ont servi à propager ce message. Le Venezuela a ainsi conclu avec 13 pays de la Caraïbe, en juillet 2005, un accord de coopération énergétique nommé Petrocaribe, qui garantit la fourniture de produits pétroliers vénézuéliens à des conditions très favorables aux pays de la région. En échange de livraisons de pétrole gratuites de 90 000 barils par jour à Cuba, M. Chavez a obtenu la mise à disposition de ses programmes sociaux d'éducateurs et de médecins cubains en grand nombre. Il a lancé par ailleurs l'idée d'un oléoduc transamazonien destiné à approvisionner en hydrocarbures les zones de grande consommation du cône Sud de l'Amérique latine.

La coopération régionale constitue pour lui un autre volet du rêve bolivarien. En se joignant à Cuba et au Venezuela en avril dernier, la Bolivie du président Evo Morales a permis la création d'une nouvelle organisation, l'Alba (Alternative bolivarienne pour les Amériques) qui conserve aujourd'hui des contours assez flous, et gravite bien entendu autour de Caracas. Mais, parallèlement, le Venezuela a rejoint le Mercosur, marché commun de l'Amérique latine dominé jusqu'à présent par le Brésil et l'Argentine. Il a fait cause commune avec le président argentin Nestor Kirchner au sommet des Amériques de Mar del Plata, en novembre 2005, pour mettre en échec l'initiative américaine tendant à instaurer une zone de libre-échange des Amériques. Et il ménage soigneusement ses relations

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

"Révolution bolivarienne",
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

avec le géant brésilien, dont le poids domine le continent.

Pour gérer les équilibres compliqués qu'inspire le rêve bolivarien, M. Chavez doit pouvoir compter sur des partenaires solides. L'axe Caracas-La Havane qu'il a établi depuis de longues années avec Fidel Castro, dont il relaye le message en Amérique latine et dans le tiers-monde, ne suffit pas. Il effraye au moins autant de partenaires qu'il n'en rassemble. M. Chavez doit pouvoir s'appuyer sur d'autres partenaires, plus neufs, plus authentiques, plus conformes à l'Amérique latine contemporaine qu'une figure soviéto-marxiste datant de la guerre froide. Aussi M. Chavez a-t-il donné son appui à de nombreux *leaders* latino-américains propageant le message de la gauche, et recourant aux mêmes accents populistes que lui. Il a ainsi vigoureusement soutenu la campagne d'Evo Morales, élu au printemps dernier premier président purement indien de la Bolivie, et l'entoure aujourd'hui de conseillers vénézuéliens. Il a soutenu activement les candidatures du maire de Mexico, M. Lopez Obrador, à l'élection présidentielle mexicaine de juillet dernier, celle de M. Ollanta Humala au Pérou, et de M. Rafaël Correa en Équateur. Il s'est réjoui de la réapparition au Nicaragua de l'ancien leader sandiniste Daniel Ortega. Dans toutes ces campagnes, avec des fortunes diverses, il n'a pas hésité à donner de la voix, et à recourir à l'ingérence.

Le rêve bolivarien rencontre nombre d'échos dans le continent latino-américain. Mais les succès de M. Chavez sont restés très mitigés.

Le mythe du "virage à gauche"

L'Amérique latine a connu au cours des années quatre-vingt-dix une mutation très profonde. À l'orée du XXI^e siècle, sa physiologie politique a beaucoup changé. Elle a été essentiellement remodelée au cours des quinze dernières années par deux phénomènes. Celui de la démocratisation tout d'abord : celle-ci s'est généralisée. Les présidents des Républiques latino-américaines sont aujourd'hui issus d'élections libres, et les *pronunciamentos*, juntes militaires, coups d'État à répétition (170 coups d'État militaires dans

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

la seule Bolivie depuis le début du XIX^e siècle !) appartiennent désormais au passé et sont relégués au magasin des accessoires de l'Histoire. C'est dorénavant dans un cadre constitutionnel que se déroule la vie politique. Les chocs monétaires des années quatre-vingt-dix ont constitué l'autre élément de transformation du continent. Le Brésil, le Mexique, l'Argentine ont traversé des crises économiques et monétaires extrêmement graves. La globalisation, le libre-échange, les « thérapies de choc » prescrites par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le recours à des politiques budgétaires et monétaires de grande rigueur ont suscité de fortes transformations sociales. Aujourd'hui, la prudence est de règle en matière fiscale et monétaire, mais les facteurs de déséquilibre subsistent et se sont aggravés. Dans tous les pays d'Amérique latine, l'infrastructure appelle des investissements massifs, la pauvreté, selon les pays, s'est accrue ou n'a pas régressé, les inégalités demeurent très fortes, et la croissance insuffisante. Les situations varient beaucoup d'un pays à l'autre, mais ces caractéristiques sont communes.

Sur cette toile de fond troublée, les augures s'accordaient, voici encore quelques mois, à prédire un virage à gauche généralisé de l'Amérique latine. Celle-ci a vu ou doit encore voir se dérouler des élections présidentielles dans 14 pays entre novembre 2005 et avril 2007. Conjuguées avec la consolidation du pouvoir de M. Chavez au Venezuela et l'extraordinaire résilience de Fidel Castro à Cuba (au pouvoir depuis quarante-huit ans !), l'élection il y a quatre ans de M. Luiz Inacio « Lula » Da Silva au Brésil, celles en 2005 de M. Tabaré Vazquez en Uruguay, puis au printemps 2006 de Mme Michelle Bachelet au Chili, laissaient présager une « vague rose » qui déferlerait sur l'Amérique latine.

Or ce phénomène ne s'est pas produit. Certes, l'ancien *leader* sandiniste Daniel Ortega a bien été élu en novembre au Nicaragua, obtenant au premier tour de scrutin plus de 60 % des voix. Cette résurrection peut surprendre, mais elle intervient dans un pays misérable ravagé il y a vingt ans par la guerre civile et plus récemment par des cataclysmes naturels, qui constitue un cas particulier. M. Ortega lui-même a bien changé : il tient des propos modérés, ménage Washington, et a même dans son entourage d'anciens conseillers somozistes. Certes, M. Evo Morales a remporté en Bolivie

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

au printemps 2006 une victoire d'autant plus spectaculaire qu'il est le premier Indien à parvenir au pouvoir en Bolivie, et que ce pays naguère encore ballotté de coup d'État en coup d'État a connu cette fois-ci un processus électoral authentiquement libre et démocratique. Certes, en Équateur, le candidat de la gauche populiste, M. Raphaël Correa, devancé d'une vingtaine de points au premier tour de l'élection présidentielle par le candidat conservateur Alvaro Noboa, un magnat de la production bananière dans la plus grande tradition, bien entendu soutenu par les États-Unis, a remporté la victoire à l'arraché le 26 novembre dernier, et parle lui aussi de nationaliser la production pétrolière et de rejoindre l'Opep.

Mais ailleurs les candidats de gauche ont été défaits, au grand dam de M. Chavez, qui leur avait souvent donné un soutien très militant. Au Pérou, le candidat également d'origine indienne Ollanta Humala, *alter ego* de M. Morales et candidat chaviste par excellence, a été défait, et n'a pu éviter le retour au pouvoir de l'ancien président Alan Garcia. Au Mexique, le bouillant maire de Mexico, Andres Manuel Lopez Obrador, a échoué d'un cheveu à l'élection présidentielle de juillet et a dû s'incliner, bien que de fort mauvaise grâce, devant le candidat conservateur Felipe Calderon, qui prendra ses fonctions en décembre, et dont il conteste toujours la légitimité.

La vague attendue n'a pas déferlé. Au contraire, un certain reflux semble s'être manifesté. Et la réélection, d'ailleurs prévisible, du président « Lula » Da Silva au Brésil, ne change rien à ce phénomène.

C'est en réalité par pure commodité, ou par parti pris idéologique, que ces personnalités très diverses ont été cataloguées comme uniformément de gauche. Si certaines d'entre elles ont en effet plus d'un trait en commun (MM. Morales, Humala et Correa s'apparentent en effet à M. Chavez, Mme Bachelet, comme son prédécesseur, M. Lagos, ressemblent aux sociaux-démocrates européens), leurs sources d'inspiration comme les ressorts profonds de leur action diffèrent profondément. Les notions de gauche et de droite sont fondamentalement européennes, et ne se transposent pas aisément dans le monde américain. Déjà, aux États-Unis, les deux grands partis politiques représentent un arc-en-ciel de tendances diverses, même si le Parti républicain incarne les valeurs conservatrices et celles de la libre entreprise, et que le Parti démocrate, héritier du New Deal, se veut le défenseur des programmes

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

"Révolution bolivarienne",
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

sociaux et du rôle de l'État. Mais en Amérique latine, la transposition est plus trompeuse encore, au point qu'il est difficile de parler d'une gauche latino-américaine. Car un examen attentif des courants de pensée et des particularités nationales montre qu'il n'existe pas une seule gauche mais plusieurs.

Dans un effort de typologie très remarquable, M. Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, distingue ainsi deux grands courants très différents dans ce qu'il est convenu d'appeler la gauche en Amérique latine (1). Le premier, selon lui, est issu de la pensée marxiste, de la révolution bolchevique et de l'Internationale communiste. Il s'est incarné dans les partis communistes, notamment ceux du Chili, de l'Uruguay, du Brésil, et du Salvador. Il a inspiré des gouvernements de front populaire dans les années trente et quarante et a exercé une grande influence dans les milieux intellectuels au fil des décennies. Aujourd'hui, il ne subsiste plus guère que sous la forme du régime cubain, longtemps soutenu par l'Union soviétique, et qui apparaît comme une survivance. L'autre courant est, lui, typiquement d'essence latino-américaine. C'est un populisme de gauche, omniprésent en Amérique latine, et dont les premiers *leaders* constituent aujourd'hui encore des références obligées dans le panthéon politique local : Victor Raúl Haya de la Torre au Pérou, Lazaro Cardenas au Mexique, Getulio Vargas au Brésil, José Velasco Ibarra en Équateur. L'archétype de ces populistes autoritaires et sociaux a certainement été Juan Perón, dont la stature domine encore la vie politique argentine plus d'un demi-siècle après sa mort. Toutes ces personnalités se sont d'abord et avant tout adressées aux classes défavorisées, aux paysans sans terre, aux démunis, aux prolétaires urbains. Tous ont exalté le nationalisme et vitupéré les États-Unis. Tous ont mis l'accent sur la souveraineté nationale en matière de ressources naturelles. Tous ont manifesté une propension à l'autoritarisme. Et aucun n'est parvenu à assurer durablement l'essor économique ni le progrès social.

C'est à ces deux courants que se rattachent les *leaders* latino-américains d'aujourd'hui. Certes, on l'a dit, le marxisme pur et dur a quasiment disparu à la seule exception du régime castriste, moribond. Il ne s'exporte plus, et l'aventure de Che Guevara en Bolivie n'a pas eu de descendance. Il est d'ailleurs symptomatique que,

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

alors même que Fidel Castro, gravement malade, a dû confier le pouvoir aux mains de son frère Raúl, personne en dehors de Cuba et de la communauté cubaine exilée ne s'inquiète véritablement de la transition à La Havane, et de ce qu'il adviendra du castrisme. Mais tous les autres *leaders* considérés comme « de gauche » appartiennent en fait soit au socialisme modéré ou à la social-démocratie (Mme Bachelet au Chili, M. Tabaré Vazquez en Uruguay, Lula au Brésil), soit au populisme le plus classique.

Ces populismes, par-delà leurs traits communs, sont eux-mêmes très différenciés en fonction de leurs caractéristiques nationales. En Argentine par exemple, M. Kirchner, après des débuts incertains au lendemain de la grande crise économique et monétaire, a retrouvé des accents ouvertement et classiquement péronistes : et c'est dans cette veine profondément argentine qu'il s'apprête à se représenter, ou à susciter la candidature de son épouse (jusqu'où le péronisme ne restera-t-il pas fidèle à lui-même ?) à l'élection présidentielle de 2007. En Bolivie, l'indianité colore profondément la présidence de M. Morales, comme l'eut fait celle de M. Humala s'il avait été élu au Pérou. Au Venezuela, le pétrole et le « bolivariisme » aident à mieux comprendre M. Chavez. Au Mexique, M. Lopez Obrador évoque les souvenirs de Lazaro Cardenas et des grands courants populaires de la révolution mexicaine.

Le Brésil constitue un cas à part. Par sa masse continentale et sa position centrale au cœur du continent sud-américain, tout d'abord : il touche par ses frontières sept autres pays du continent. Par sa puissance économique ensuite : ce pays de plus de 180 millions d'habitants dispose en 2006 d'un produit national brut de 1 657 milliards de dollars, attire 17 milliards de dollars d'investissements étrangers, et pèse d'un poids tout particulier sur les échanges économiques mondiaux. Mais le Brésil a aussi largement montré la voie au reste de l'Amérique latine dans le domaine politique. Il a été le premier des grands pays à répudier les militaires, à suivre la voie démocratique et à instaurer le règne du constitutionnalisme et de l'État de droit. Les alternances politiques s'y succèdent sans à-coups, et celle qui a vu en 2002 l'accession du président « Lula » Da Silva a constitué un modèle.

L'itinéraire politique de Lula est d'ailleurs lui-même emblématique. Issu des couches les plus pauvres de la population brési-

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

lienne, cet ancien ouvrier et leader syndicaliste du Nordeste et son Parti des travailleurs étaient perçus à l'origine comme des gauchistes radicaux, qui suscitaient les plus vives inquiétudes parmi les classes sociales aisées et les milieux d'affaires brésiliens. Mais Lula sut, dès son inauguration en 2003, rassurer et ses concitoyens et les milieux internationaux en déclarant qu'il poursuivrait pour l'essentiel la politique économique de son prédécesseur, M. Cardoso, et qu'il se plierait aux directives du Fonds monétaire international en matière fiscale et monétaire. Il parvint ainsi non seulement à rassurer mais à stabiliser l'économie brésilienne. Tout en entretenant avec M. Chavez comme avec Fidel Castro des relations cordiales, et en tenant la dragée haute aux États-Unis (il a ainsi vigoureusement condamné l'action américaine en Irak), il a acquis par sa modération et l'équilibre de sa politique une respectabilité internationale tout à fait remarquable. À l'issue de son premier mandat, il était toutefois loin d'avoir tenu les promesses de son programme : la croissance reste très insuffisante et anormalement faible pour une économie émergente de cette taille (2,28 % en 2005, 3,4 % en 2006), le chômage reste élevé, les inégalités sociales criantes, et la pauvreté ne commence qu'à peine à reculer. Malgré les scandales politiques qui ont atteint le Parti des travailleurs, Lula vient cependant d'être réélu le 29 octobre dernier au second tour de l'élection présidentielle par le score brillant de 61 % contre 39 % à son opposant de centre droit Geraldo Alckmin, obtenant 5 millions et demi de voix de plus que lors de sa première élection.

Lula apparaît, au lendemain de ce succès, comme la figure clé de l'Amérique latine d'aujourd'hui.

Vers une ère de pragmatisme et de modération ?

Comme on vient de le voir, l'Amérique latine a profondément changé au cours des deux dernières décennies, et se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les partis politiques traditionnels ont échoué presque partout, et leur règne s'achève : minés par la corruption et le clientélisme, incapables d'adapter

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

leurs programmes aux profondes mutations économiques et sociales en cours, ne sachant pas prendre en compte les aspirations des masses populaires, ils n'ont pas su répondre aux espoirs que pouvait légitimement permettre le crépuscule des régimes militaires.

Là se trouve sans doute l'une des racines essentielles de la déferlante populiste. L'autre réside dans les chocs violents infligés aux sociétés latino-américaines par l'effet conjugué de la globalisation et du libre-échange, et des thérapies de choc édictées par le FMI et la Banque mondiale à l'issue des grandes crises monétaires des années quatre-vingt-dix et du début du XXI^e siècle. Au Mexique, au Brésil, en Argentine, les sociétés locales ont profondément souffert, mais la stabilisation a prévalu. Partout, aujourd'hui, la modération domine en matière de politique fiscale et budgétaire. L'inflation a été contrôlée, ce qui a bénéficié avant tout aux classes sociales les plus défavorisées, qui ont été ainsi ralliées à l'effort de stabilisation. Mais les principales victimes de ce redressement ont été la recherche de la croissance et la lutte contre la pauvreté. L'économie de marché, l'ouverture des frontières et la coopération régionale ont également marqué le pas, cédant partout le terrain aux nationalismes économiques.

L'heure n'est donc pas au libéralisme en matière économique et sociale. Il n'existe d'ailleurs aujourd'hui dans toute l'Amérique latine qu'un seul gouvernement de droite attaché aux États-Unis par des liens très étroits : la Colombie du président Alvaro Uribe. La Colombie constitue un cas à part. Pour lutter contre la rébellion endémique des Farc, retranchés dans les jungles et les montagnes colombiennes, contre la violence généralisée par les « paramilitaires » et les barons de la drogue, pour éradiquer la culture et le trafic des stupéfiants, l'administration du président Uribe, suivant en cela la voie montrée par son prédécesseur M. Pastrana, a conclu une alliance étroite avec Washington, qui fait bénéficier la Colombie de son aide militaire, financière et économique à travers le plan Colombie. Le Pérou d'Alan Garcia a certes défait le candidat de la gauche, mais reste à l'image de son président, très imprévisible.

Tous les autres pays d'Amérique du Sud sont aujourd'hui gouvernés par des *leaders* populistes ou sociaux-démocrates. Tous font face aux mêmes défis : infrastructure déficiente, inégalités sociales,

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

"Révolution bolivarienne",
populisme et pragmatisme
en Amérique Latine

pauvreté chronique, insécurité et criminalité galopante, urbanisation incontrôlée, faible croissance. Les recettes varieront selon les pays et les modes de gouvernement. Les exemples de l'Argentine et du Venezuela incitent à douter du bien-fondé et de l'efficacité des méthodes populistes. La modération qui prévaut au contraire au Chili comme dans le Brésil de Lula suscite de plus grands espoirs.

Les années qui viennent apporteront les réponses, et risquent fort de dissiper les mirages populistes. L'Argentine parviendra-t-elle à remonter la pente, ou continuera-t-elle à s'enfoncer inexorablement comme elle le fait depuis cinquante ans ? Les programmes sociaux et les incantations de M. Chavez pourraient-ils résister à une soudaine dégradation des prix du pétrole ?

Là encore, le succès ou l'échec de Lula au Brésil constituera un indicateur essentiel. Lula dispose de quatre ans pour répondre aux espoirs de ses électeurs comme à ceux de la communauté internationale. Il lui faut d'abord et avant tout trouver les chemins de la croissance, et parvenir dès cette année à hausser le taux de croissance de l'économie brésilienne aux environs de 5 %. Il lui faut pour cela contrôler soigneusement la dépense publique, le niveau de la pression fiscale et les taux d'intérêt. Il lui faut aussi alléger les dépenses sociales touchant aux retraites et au chômage, et harmoniser les taux de TVA, qui diffèrent dans les 27 États brésiliens. Son charisme et sa popularité seront ses meilleurs atouts, avec son bon sens et sa modération foncière. Mais il lui faudra disposer de l'appui du Congrès et des partis politiques, et pour cela promouvoir les aménagements nécessaires du système électoral. La voie du succès passe aussi par la réforme politique.

Le président brésilien a, dans bien des cas, su montrer l'exemple du pragmatisme. Sa politique étrangère en porte la marque. Elle a su en effet concilier le maintien de relations certes fraîches, mais convenables, avec les États-Unis en dépit de profonds désaccords sur des questions de fond, avec des relations personnelles d'apparence fraternelle mais de réalité plus distante avec Fidel Castro comme avec Hugo Chavez. Lula a également su réagir avec doigté à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie. Alors même que le nouveau président bolivien nationalisait les ressources gazières et remettait en cause les accords conclus avec Petrobras, le président brésilien a su ménager l'avenir en faisant

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

prévaloir une réaction somme toute modérée des autorités comme de la société pétrolière brésiliennes.

En donnant ainsi l'exemple du pragmatisme, Lula montre la voie et peut faire école. Ainsi, M. Morales reste encore aujourd'hui une énigme : son radicalisme, son entourage et ses conseillers vénézuéliens inquiètent ; mais ses ressources gazières peuvent offrir la clé du développement économique de ce pays enclavé et jusqu'à présent exploité sans vergogne, et il peut choisir de rechercher des relations constructives avec les consommateurs potentiels, qu'il s'agisse de ses voisins argentins et brésiliens, ou des pays occidentaux.

M. Chavez lui-même, par-delà toutes ses outrances, donne lui aussi l'exemple du pragmatisme. Sa relation avec Washington a beau être détestable, il n'en exporte pas moins vers les États-Unis 70 % de la production pétrolière du Venezuela. Pour les États-Unis, les importations de pétrole vénézuélien représentent 10 % de leurs importations totales d'hydrocarbures. Et cette relation demeure intangible en dépit des échanges d'invectives, de la rhétorique incendiaire utilisée de part et d'autre, et du conflit politico-idéologique qui oppose les deux pays. La diplomatie américaine s'est d'ailleurs adaptée à cette situation paradoxale. Elle a beau présenter de façon récurrente le Venezuela comme une menace pour la sécurité et la stabilité régionales, elle n'en a pas moins développé des instances particulières pour dialoguer avec le Venezuela en créant un bureau spécifique de la CIA et une fonction de *Special coordinator* au Département d'État dévolue à Mrs Deborah Mc Carthy, qui maintient un courant de contacts étroits avec l'ambassadeur du Venezuela à Washington. De part et d'autre, on prend grand soin de ne pas couper les ponts, et de préserver les intérêts vitaux.

M. Chavez a d'ailleurs montré dans d'autres cas, et singulièrement dans ses relations avec ses voisins, qu'il sait lui aussi faire preuve de pragmatisme. Il entretient ainsi une sorte de coexistence pacifique malaisée, certes, mais tout compte fait stable avec la Colombie, accusée bien sûr d'être un suppôt de Washington, mais considérée malgré tout, de par les liens historiques qui unissent les deux pays, comme une « sœur bolivarienne » (souvenir de la Grande Colombie de Simon Bolivar). De même, M. Chavez ménage avec soin le président Lula Da Silva, dont il mesure l'influence, et dont il cherche à s'assurer le soutien.

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Révolution bolivarienne”,
populisme et pragmatisme
en Amérique latine

Sauf bien sûr choc imprévisible, il est donc permis d'espérer que la voie de la modération pourrait prévaloir dans les années qui viennent au sein du monde latino-américain. Elle seule paraît susceptible de garantir le progrès. L'évolution de la conjoncture internationale sera bien entendu déterminante, comme le seront les destins nationaux de quelques pays-clés. Les plus grands points d'interrogation paraissent aujourd'hui résider dans l'évolution des cours du pétrole et du gaz, essentiels pour le Venezuela, la Bolivie et le Mexique, mais aussi pour l'économie de toute la zone ; dans la transition de Cuba vers l'après-castrisme, qui peut déstabiliser la Caraïbe ; et dans les incertitudes qui planent sur le mandat du nouveau président mexicain Felipe Calderon, qui va prendre ses fonctions en décembre sur fond de dissidence démocratique de son rival malheureux mais rebelle, M. Lopez Obrador. L'horizon est donc loin d'être entièrement dégagé.

A l'inverse, au moment où elle se convertit massivement à la démocratie, ce qui lui permet de mieux s'affranchir, l'Amérique latine se trouve paradoxalement négligée par son tuteur séculaire, les États-Unis, aujourd'hui tout entiers occupés par la lutte anti-terroriste et la recherche d'une stratégie de sortie en Irak. Elle ne s'en plaint pas. L'étoile de Monroe pâlit quand celle de Bolivar semble briller d'un éclat nouveau. Peut-être l'Amérique latine y trouvera-t-elle au contraire une chance de se prendre en main et de forger seule son propre destin.

1. Jorge G. Castañeda, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, mai-juin 2006.

■ François Bujon de l'Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd'hui président d'une grande banque américaine en France.